

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Bâtiment C - 2ème étage  
Boulevard George Sand  
36000 Chateauroux

Chateauroux, le 02/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**RELMA S A**

3 rue des Poitevins  
75006 Paris

Références : VAT20250310  
Code AIOT : 0010000552

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2025 dans l'établissement RELMA S A implanté 112 RUE CHARLES MICHEL 36100 ISSOUDUN. L'inspection a été annoncée le 19/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RELMA S A
- 112 RUE CHARLES MICHEL 36100 ISSOUDUN
- Code AIOT : 0010000552
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RELMA, dont le PDG est M. Chaminade, est une mégisserie datant de 1920 située sur la commune d'Issoudun en centre ville, elle est classée en autorisation par arrêté n°97-E-2784 du 06 novembre 1997. L'activité du site comporte 2 parties:

- la transformation de peaux de chèvres du stade semi-final au stade cuir fini, avec des opérations de tannage et de teinture aux tannins végétaux.
- le négoce de peaux de mouton, sans procédé de fabrication sur site.

Le site accueille une autre activité depuis l'été 2023 : la reliure, il s'agit d'une activité de stockage pour vente de papier de reliure pour livres de luxe. Cette activité était initialement basée à Paris. L'établissement comptait 37 employés en 2022 et en 2023 7 salariés, il a déposé un PAC (porter à connaissance) en cours d'instruction pour basculer l'établissement en régime de déclaration avec contrôle car suite à la perte d'un gros client, représentant 80% de son activité.

### Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Eau de surface
- REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	EAUX INDUSTRIELLES	Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 4.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
2	EAUX INDUSTRIELLES	Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
3	REGLEMENT REACH	Autre du 18/12/2006, article article 7 et Annexe II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	[DOC] Rubriques ICPE des activités du site	Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Fréquence des mesures	Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 4.2.4.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
15	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 07/11/1997, article 4.4.5 et 4.4.7	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	PRODUITS CHIMIQUES	Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	BRUIT	Arrêté Préfectoral du 07/11/1997, article 4.4.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	[SITE] Stockage des peaux brutes	Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 2	/	Sans objet
8	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 4.1.3.1	/	Sans objet
9	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 4.1.3.1	/	Sans objet
10	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 4.2.2	/	Sans objet
12	Transmission des résultats	Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 12.2.1	/	Sans objet
13	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
14	EAUX INDUSTRIELLES	Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 4.1.3.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : EAUX INDUSTRIELLES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ANALYSES REJETS

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

Avant rejet au réseau public, ces effluents devront respecter les caractéristiques suivantes maximales: [...]

**Constats :**

Lors de la précédente visite d'inspection du 12/12/2023, il avait été constaté :

"Les résultats des mesures réalisées sont non-conformes. [...] (débit, indice phénols, cuivre, azote Kjeldhal)."

Lors la présente visite d'inspection du 9/06/2025, l'inspecteur a constaté les éléments suivants.

Le site GIDAF indique (par rapport aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral d'autorisation et sur la période 01/07/2024-31/06/2025 :

- conformité sur les paramètres : Débit, MES (flux), DCO (flux), DBO5 (flux), azote (flux et concentration), phosphore (concentration), étain (concentration), plomb (concentration), zinc (concentration), nickel (concentration), (Fer+Alu : (concentration), Hydrocarbures totaux (concentration).

- écart sur les paramètres : Cuivre (1/42), Manganèse (1/41), indice phénols (20/42), MES (concentration : 4/42), DCO (concentration : 30/42), DBO5 (concentration : 2/16)

Avec le détail suivant :

- Cuivre : 1 mesure le 03/04/2025 à 0,98 mg/l pour une valeur limite à 0,5 mg/l, sinon 4 valeurs sont entre 0,2 et 0,3 mg/l, les autres sont inférieures à 0,2 mg/l ;

- Manganèse : 1 mesure le 03/04/2025 à 1,74 mg/l pour une valeur limite à 1 mg/l, toutes les autres valeurs sont inférieures à 0,2 mg/l sauf 1 à 0,395 mg/l ;

- Indice phénols : 20 valeurs au-dessus de la valeur limite d'émission (0,3 mg/l), dont une à 1,6 mg/l (06/03/2025), 3 comprises entre 0,8 et 1 mg/l et les autres résultats non-conformes compris entre 0,3 et 0,8 mg/l.

- MES : 4 résultats supérieurs à la VLE de 600 mg/l avec un maximum de 973 mg/l le 04/07/2024,

- DCO : 30 résultats supérieurs à la VLE de 2000 mg/l avec un maximum de 7100 mg/l le 11/07/2024,

- DBO5 : 2 résultats supérieurs à la VLE de 800 mg/l avec un maximum de 1290 mg/l le 12/12/2024,

Les déclarations GIDAF des résultats des analyses de la DBO5 sur le réseau d'eaux pluviales font par ailleurs apparaître un dépassement de 1290 mg/l le 12/12/2024, les deux autres résultats sont très inférieurs (0 et 2,8 mg/l).

Concernant les phénols, l'exploitant a indiqué dans le courrier du 21/02/2025, avoir procédé à l'analyse des biocides phénoliques dans les rejets aqueux dont le chloro-3-méthyl phénol, analyses qui devaient débuter le 19/02/2025.

Par ailleurs l'exploitant a indiqué également dans le courrier du 21/02/2025 :

*"Les éventuels traces de dérivés de phénol apparaissent lorsque les peaux sont remouillées dans les foulons. Le stockage ne nécessite donc pas de rétention. Au regard de ces éléments, Relma s'engage*

à identifier l'origine de la présence de phénol dans les rejets aqueux et à travailler avec son fournisseur pour la réduire."

Par ailleurs, par courrier du 21/02/2025, l'exploitant a rappelé le dépôt le 18/02/2019 d'un porter à connaissance pour passer au régime de la déclaration, pour les rubriques 2350 et 2351. Les deux arrêtés ministériels de prescriptions générales (AMPG) prévoient des valeurs limites d'émissions pour les paramètres suivants :

- Matières en suspension : 600 mg/l lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j

- DCO : 2 000 mg/l lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 45 kg/j

- DBO<sub>5</sub> : 800 mg/l lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j

Les relevés GIDAF de juin 2024 à juin 2025 montrent que ces flux sont susceptibles d'être dépassés donc les VLE en concentration sont applicables.

Par ailleurs, l'AMPG 2350 permet que ces VLE puissent être dépassées si l'autorisation de déversement le permet, l'AMPG 2351 le permet uniquement pour la DCO. De ce fait les valeurs limites d'émissions en MES et DBO5 sont inchangées par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6/11/1997.

Pour la DCO, la VLE en concentration pourra être celle de l'autorisation de rejet, cependant il n'y en a pas dans l'autorisation de rejet signée par l'exploitant le 19/02/2025. La VLE en flux de cette autorisation de rejet est de 500 kg/j.

De plus l'AMPG 2351 prescrit des VLE en concentration pour des micropolluants, elles s'appliquent quel que soit l'exutoire (milieu naturel ou réseau d'assainissement de la commune). En particulier la VLE des phénols est la même que celle de l'arrêté préfectoral de 1997 (0,3 mg/l).

L'exploitant a expliqué avoir fait faire des prélèvements à différentes phases des opérations de traitement (en sortie de foulon), les concentrations en phénols sont les suivantes :

- mouillage peaux : 4,1 mg/l

- nettoyage : 17 mg/l

- teinture : 12 mg/l

- correction couleur : 0,27 mg/l

L'exploitant a également indiqué avoir fait part de réclamations auprès de ses fournisseurs par rapport aux phénols, les concentrations dans les rejets ont diminué comme le montre GIDAF.

**Constat : Dépassements des rejets aqueux non conformes pour les paramètres Cuivre, Manganèse, indice phénols, MES , DCO, DBO5.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

## N° 2 : EAUX INDUSTRIELLES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ANALYSES REJETS CHROME
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/12/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Il n'y aura aucun rejet d'eaux résiduaires contenant du chrome</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite d'inspection du 12/12/2023, il avait été constaté : "Les eaux de rejet contiennent du chrome VI."</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 09/07/2025, il a été constaté que les données renseignées dans GIDAF pour la période juin 2024-juillet 2025 concernant le chrome indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pour le chrome total : 4 saisies dépassent 1,5 mg/l et 18 sont comprises entre 0,5 et 1,5 mg/l, et 8 présentent un flux supérieur à 30 g/j,</li><li>- pour le chrome hexavalent : 2 valeurs au dessus de 0,1 mg/l et 1 au-dessus de 30 g/j.</li></ul> <p>L'exploitant n'explique pas la présence du chrome dans les rejets, le chrome n'est pas utilisé sur le site et les peaux sont tannées à l'étranger sans chrome. L'exploitant avait indiqué prévoir des analyses en chrome sur le forage, ce qui n'a pas été fait (analyses faites pour les phénols mais pas pour le chrome).</p> <p>A noter que l'exploitant a déposé un PAC en 2019, qui propose un classement des activités sous les rubriques 2350 et 2351, l'AMPG du 25/07/01 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2351 « Teinture et pigmentation de peaux » prescrit des VLE pour le chrome et pas d'interdiction de rejet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- chrome hexavalent (NF T90-112) : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j ;</li><li>- chrome et composés (en Cr) : 1,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j ;</li></ul> <p>Du reste l'autorisation de rejet du 19/02/2025 dispose des valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- chrome hexavalent : 0,1 mg/ et flux limite 2,8 g/j</li><li>- chrome et composés (en Cr) : 1,5 mg/l et flux limite 10 g/j.</li></ul> <p><b>Constats : Présence de chrome dans les rejets aqueux.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

### N° 3 : REGLEMENT REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 18/12/2006, article article 7 et Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, INCOMPATIBILITES
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les incompatibilités sont respectées par l'exploitant</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection du 12/12/2023, il avait été constaté : "<i>Des produits chimiques incompatibles sont stockés à côté</i>" et "<i>Les produits présentant le même pictogramme "corrosifs" mais ayant des propriétés physico-chimiques différentes, tels que les acides et les bases, sont stockés sur la même rétention. Certains produits chimiques et déchets dangereux ne sont pas stockés sur rétention, à même le sol. L'inspection des installations classées note la présence de liquide de nature non-identifiables sur le sol dans la zone de stockage pouvant être à l'origine de réactions dangereuses (cf. photos). La zone de stockage des produits chimiques dangereux n'est pas ventilée, présence de produits inflammables, combustibles, corrosifs... et les risques associés ne sont pas affichés, l'organisation de la zone de stockage est à revoir.</i>"</p> <p>Par courrier du 21/02/2025, l'exploitant a transmis des photos montrant que des produits chimiques (bidons) sont mis sur rétention et qu'elles portent la mention "bases". L'exploitant a également transmis une commande d'enlèvement pour le 26/02/2025 de 18 palettes de produits périmés par la société "MARTIN Environnement (devis D25000001 signé le 28/01/2025 par l'exploitant).</p> <p>Le site Trackdéchets fait état notamment de l'expédition de déchets suivants (qui semblent correspondre aux déchets du devis) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 15 01 10* emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus Sortant 0.196 t</li> <li>- 16 03 05* déchets d'origine organique contenant des substances dangereuses Sortant 0.366 t</li> <li>- 08 03 08 déchets liquides aqueux contenant de l'encre Sortant 3.84 t</li> </ul> <p>Lors de la visite d'inspection du 09/07/2025, l'inspecteur a constaté sur site que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le local de préparation des produits chimiques est complètement vide,</li> </ul>



<p>- les produits identifiés comme "acides" sont entreposés sur rétention dédiée dans une autre pièce que les bases, une étiquette portant le nom des acides est placée sur le mur,</p> <p>- les produits identifiés comme "bases" sont entreposés sur rétentions au niveau du dispositif de pesée. Une étiquette "bases" est placée sur les rétentions individuelles.</p> <p>- les extérieurs ont été complétement dégagés et sont exempts de tout stockage de produits chimiques.</p> <p>L'inspecteur n'a pas vu le local de stockage de liquides inflammables.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier du dimensionnement de la rétention commune des bases (au niveau de l'outil de pesée).</p> <p><b>Constat : l'exploitant fournira le volume de la rétention contenant les bases et déterminera le volume maximal admissible de stockage afférent qui sera affiché au niveau de la rétention.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

#### N° 4 : PRODUITS CHIMIQUES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, ACIDE</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le personnel employé à ce stockage est initié aux risques et entraîné au maniement des matériels de protection</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection de 2023, il avait été constaté : "Le personnel employé ne connaît pas les risques liés aux produits chimiques dangereux utilisés dans l'établissement et n'est pas équipé de matériels de protection. Les salariés n'ont pas suivi de formation au risque chimique, les FDS des produits chimiques utilisés ne sont pas accessibles au personnel. L'inspection des installations classées a constaté que le personnel manipulait sans équipement de protection collective et individuel."</p> <p>L'exploitant a répondu par courrier du 20/09/2024 : "</p>

<p>"Les 3 salariés concernés par la manipulation des produits chimiques ont eu une formation le 25/06/24 (Attestations jointes).</p> <p>Les copies papier des fiches de données de sécurité de tous les produits chimiques ont été transmises à chaque atelier concerné.</p> <p>La sensibilisation sur le port des E.P.I a été faite lors de la formation, Port des gants, lunettes, chaussures. Nous contrôlons que les salariés les portent bien."</p> <p>L'inspecteur n'a pas fait de vérification sur site, la visite ayant eu lieu pendant la pause méridienne.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : BRUIT

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/1997, article 4.4.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, MESURE
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant devra réaliser, à ses frais, des mesures des niveaux d'émissions sonores de son établissement [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 12/12/2023, il avait été constaté : "L'analyse de bruit n'a pas été réalisée en 2022."</p> <p>Les mesures de niveaux de bruit de l'installation ont été réalisées le 27 mai 2024 par la société SGS.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : [DOC] Rubriques ICPE des activités du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, [DOC] Rubriques ICPE des activités du site
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La présente autorisation est accordée pour l'exercice des activités suivantes : [2350 : A // 2351.1 : D // 2355 : D // 2940.2.a : A // 2360.2 : D // Dépôt d'acide (9 T) : NC // Compression d'air (18,25 kW) : NC // Combustion (1,7 MW) : NC // Dépôts aériens de liquide inflammable (2000 l) : NC]</p>

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 09/07/2025, l'inspecteur a constaté :

- rubrique 2350 (factures/bilan du tannage des peaux de chèvres, nombre de jours travaillés) : en 2024 : 22634 peaux soit 28618,84 kg. Divisé par 219 soit 130,2 kg/j.
- rubrique 2351 : le nombre de peaux tannées égale le nombre de peaux pigmentées.
- rubrique 2940-2 : factures/bilan des produits contenant des solvants, : 2834 kg achetés en 2024 pour un nombre de jours travaillés de 219 soit 12,9 kg/j, inférieurs aux seuils d'autorisation. Vu sur la FDS produit DL2216 : VOC 99,6 %. Vus sur les factures : 350+175+525+350 = 1400 kg (tableau exploitant : 1435 kg).

Les rubriques 2350 et 2940 (sous le régime de la déclaration dans l'AP de 1997) relèvent du régime de la déclaration ICPE, de même que la rubrique 2351 (qui était déjà sous le régime de déclaration dans l'AP de 1997).

L'inspecteur a constaté du stockage de papier, de cartons et de bois, activité susceptible d'être classée sous les rubriques 1530 et 1532.

**Constat : L'exploitant transmettra une mise à jour des données du PAC concernant le classement des activités du site dans la nomenclature ICPE, incluant le classement éventuel des stockages sous les rubriques 1530 et 1532.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 7 : [SITE] Stockage des peaux brutes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, [SITE] Stockage des peaux brutes

**Prescription contrôlée :**

La présente autorisation est accordée pour l'exercice des activités suivantes : [2355 : Dépôts de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs. La capacité de stockage étant supérieure à 10 tonnes]

**Constats :**

Dans le porter à connaissance envoyé le 30/01/2020, l'exploitant indique : « En 1997, l'entreprise réalisait davantage d'étapes de fabrication qu'aujourd'hui, notamment sur la préparation des peaux en amont du retannage. Cette situation impliquait de traiter des peaux à l'état dit « brut ». Les peaux brutes salées provenant d'abattoir étaient la matière entrante dans le process de fabrication. A ce titre l'établissement avait déclaré en 1997 une capacité de stockage de peaux

brutes salées de 45 tonnes. Le mode de production de l'entreprise a évolué. La matière entrante dans le procédé sont des peaux au stade semi-finies, déjà tannées et sèches. La présence de peaux brutes salées n'existe plus sur le site. Par conséquent, l'établissement ne devrait plus être soumis à cette rubrique. » Lors de la visite du 09/07/2025, l'inspecteur a constaté l'absence de stockage de peaux brutes et l'exploitant a indiqué que cette activité n'a jamais été pratiquée sur site et n'a pas pu indiquer de lieu de stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 4.1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositifs de rejet sont aménagés de manière à réduire à son minimum la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur et à ses abords.
<b>Constats :</b>  Le rejet des effluents après dégrillage, s'effectue dans le réseau d'assainissement de la commune. <b>Cette prescription est sans objet.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Points de prélèvement aménagés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 4.1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ils sont facilement accessibles et en particulier aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision.
<b>Constats :</b>  Le point de prélèvement des effluents avant rejet au réseau d'assainissement de la commune d'Issoudun (puis en station d'épuration), se situe après le dispositif de dégrillage. Un canal de mesure est aménagé et la mesure du débit et le prélèvement se font dans ce canal. <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Points de prélèvement aménagés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 4.2.2
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le raccordement du rejet des effluents de l'établissement au réseau municipal doit comporter en sortie de l'atelier: ' * Un dispositif destiné à permettre l'exécution de prélèvements d'eaux résiduaires. * Un canal de comptage agréé par l'Agence de Bassin Loire Bretagne et la ville d'ISSOUDUN. * Un dispositif de comptage continu (débitmètre totalisateur) fiable permettant de consigner le débit journalier sur un support prévu à cet effet (registre ou enregistrement continu sur bande papier asservie au comptage mis en place). Le canal de comptage et les dispositifs obturation et de prélèvement sont maintenus constamment propres, en état de marche et accessibles par tout temps pour tout agent de la ville d'ISSOUDUN, de l'Agence de Bassin, des Services d'Incendie ou de toutes personnes pour prévenir une pollution ou réaliser d'éventuels contrôles ou prélèvements. Les points de prélèvement d'échantillons doivent être implantés dans des sections dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettent des interventions en toute sécurité. Le dispositif de comptage doit comporter toutes les protections (plombage) destinées à supprimer toute possibilité d'intervention susceptible de fausser le comptage des effluents réellement déversés dans le réseau municipal.
<b>Constats :</b>  L'inspecteur a constaté : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence d'un dispositif destiné à permettre l'exécution de prélèvements d'eaux résiduaires, l'échantillon est stocké dans une enceinte réfrigérée qui indiquait une température de 2,9°C au jour de l'inspection ;</li> <li>- la présence d'un canal de comptage, une affiche indique qu'il a été installé par l'agence de l'eau Loire-Bretagne,</li> <li>- la présence d'un dispositif de comptage continu (débitmètre totalisateur), l'inspecteur a constaté la présence d'un tableau de suivi du compteur qui est relevé matin et soir.</li> </ul> <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Fréquence des mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence des mesures
<b>Prescription contrôlée :</b>  ° Le débit est mesuré en continu ° Mesures hebdomadaires DCO MES Chrome Total ° Mesures mensuelles DBO5 ° Mesures trimestrielles ' NTK, NH4, N02, N03, PT ° Mesures semestrielles Sulfures ° Mesures annuelles Analyse de graisse ° Transmission d'un bilan annuel.
<b>Constats :</b>  L'inspecteur a constaté sur le site GIDAF, sur la période du 01/06/2025 au 31/06/2025 :

<p>* Le débit est mesuré en continu : 304 saisies réalisées ;</p> <p>* Mesures hebdomadaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- DCO : 42 saisies réalisées,</li> <li>- MES : 42 saisies réalisées,</li> <li>- Chrome Total : 42 saisies réalisées,</li> </ul> <p>* Mesures mensuelles : DBO5 : 16 saisies réalisées,</p> <p>* Mesures trimestrielles</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- NTK (7 saisies),</li> <li>- NH4, NO2, NO3, (pas de saisies)</li> <li>- PT (6 saisies) :</li> </ul> <p>Mesures semestrielles Sulfures (pas de saisies)</p> <p>Mesures annuelles Analyse de graisse (pas de saisies)</p> <p><b>Constat : Non respect de la surveillance des rejets aqueux sur certains paramètres.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 12 : Transmission des résultats**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 12.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant adressera chaque mois à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre, les résultats de l'autocontrôle des rejets dans les réseaux d'eaux résiduaires auquel il aura procédé au cours du mois précédent en application de l'article 4. Les causes de non-respects des seuils autorisés et les mesures prises pour y remédier devront être indiqués.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant transmet mensuellement les résultats de l'autosurveillance via l'application GIDAF. Les derniers dépassements ont été commentés et explicités sous GIDAF par l'exploitant qui propose des actions correctives.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Transmission GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare les données d'autosurveillance dans GIDAF. <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : EAUX INDUSTRIELLES**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 4.1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, CONVENTION REJET
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les éventuels rejets d'eaux industrielles aux réseaux d'eaux usées communal ne pourront être réalisés qu'après avoir fait l'objet d'une convention de rejet entre l'industriel, l'exploitant de sa station communale recevant les effluents et la commune
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté la convention spéciale de déversement d'eaux usées non-domestiques dans le système de collecte et de traitement de la ville d'Issoudun signée par SUEZ, la mairie d'Issoudun et la société Relma le 19/02/2025 . <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/1997, article 4.4.5 et 4.4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 4.4.5 : Emergence : Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci- après, dans les zones où elle est réglementée. [...]

Article 4.4.7 : Niveaux sonores en limite de propriété

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-dessous qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.[...]

**Constats :**

Le rapport de contrôle des niveaux de bruit établi par la société SGS indique qu'au point n°1, la Laeq est de 55,5 dB pour une limite à 55dB dans l'arrêté préfectoral (dépassement). Pour le point n°2, la Laeq est de 50 dB pour une limite à 55 dB. Les émergences sont respectées pour les deux points.

Il convient de noter que l'exploitant a déposé un porter à connaissance en 2019 pour un passage au régime de la déclaration pour la rubrique 2350, l'arrêté ministériel de prescriptions générale prescrit à son article 8.1.a : "De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour".

**Constat : dépassement des niveaux de bruit en limite de propriété.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois